

d'Afrique de faire un usage plus rationnel de leurs grandes ressources naturelles. Modestes au début, nos programmes à l'intention des pays d'Afrique, membres du Commonwealth ou francophones, ont connu une expansion rapide à mesure que nous avons appris à mieux comprendre les besoins de l'Afrique et les moyens d'y répondre efficacement.

Nous avons de lourds engagements en Asie, nous avons mis en oeuvre un important programme dans les pays des Caraïbes membres du Commonwealth, et nous nous trouvons en présence d'un besoin croissant en Afrique, mais pouvions-nous nous permettre d'ignorer la situation en Amérique latine? La réponse n'était pas facile. D'une part, que les besoins en Amérique latine appellent l'attention du monde industrialisé, nous n'en doutions nullement. Nous entretenions des rapports diplomatiques et commerciaux avec ce continent et nous ressentions à son endroit la sympathie qui résulte de notre appartenance commune à la grande famille américaine. D'autre part, nous manquions de facilité dans le maniement des deux plus importantes langues de la région et nous courions le risque de faire la part trop mince aux différentes régions en voie de développement à travers le monde. En 1964, nous avons décidé d'affecter 10 millions de dollars, prélevés sur notre nouvelle Caisse de prêts au développement, à l'Amérique latine en vue de la réalisation d'entreprises qui seraient soumises à notre approbation par l'intermédiaire de la Banque interaméricaine de développement. Des versements annuels ont alimenté la Caisse et, à la fin de la présente année, nous aurons consenti des prêts en vue de plusieurs entreprises de développement importantes dans un certain nombre de pays de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud.

En plus de son programme d'assistance bilatérale, le Canada a participé activement dès le début aux grandes institutions internationales qui ont grandi dans le sillage des Nations Unies et dont la puissance dérive du caractère universel de cette organisation. En 1966, le Canada occupait le quatrième rang parmi les contributeurs au Programme de développement des Nations Unies et à l'Association pour le développement international, le troisième rang du point de vue des contributions à l'Office de secours et de travaux et le deuxième par ses contributions au Programme mondial de l'alimentation.

Par-dessus tout, nous sommes fiers de nos rapports avec la Banque mondiale qui est devenue le dépôt d'un fort volume de renseignements et de connaissances sur l'art de l'assistance au développement. La Banque et l'organisme qu'elle a créé, l'Association pour le développement international, jouent un rôle de premier plan dans le développement international. En notre qualité de participant aux consortiums de la Banque mondiale pour l'Inde, pour le Pakistan et pour la Caisse de mise en valeur du bassin de l'Indus et aux groupes consultatifs pour la Colombie, la Grande Malaisie, le Nigéria, la Thaïlande et la Tunisie, nous sommes convaincus de la valeur de cette façon systématique d'envisager les besoins d'une nation en matière de développement et nous espérons que d'autres groupes de ce genre seront formés. Nous avons été favorablement impressionnés par les rapports présentés par la Banque et par le Fonds monétaire international et aussi par la promesse d'une planification plus poussée que sous-entend le mandat du programme de développement des Nations Unies, tout cela nous aidant à déterminer la répartition la plus efficace des fonds disponibles en vertu de nos programmes bilatéraux.